

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance  
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre  
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée  
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources  
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en  
ligne (Afp- ats - Ap - Reuters, XINHUANET) ainsi que les sources  
d'informations de la résistance

## Journal de Palestine

N° 222 du 20.02 au 28.02

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon  
& consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce  
sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

sur mon blog : [journal-palestine.blogspot.com](http://journal-palestine.blogspot.com) : <http://journal-palestine.blogspot.com>

et

a) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse :  
[http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

ainsi que

b) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :  
<http://www.palestinefr.net/jop.php>.

c) Le "Journal des Palestiniens " est également visible sur le site <http://www.aredam.net/> rubrique 14

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Tiré à part :

28-02

# Le président du Conseil a par ailleurs accusé les Israéliens de vouloir une rupture interne au sein du camp  
palestinien pour invalider l'accord de la Mecque qui prévoit l'instauration d'un nouveau gouvernement d'unité  
nationale.

Les propos du président du CLP ont reçu le soutien de dizaines de représentants palestiniens. Tous appellent la  
communauté internationale à réagir rapidement face à la « machine de guerre israélienne. »

PNN

28-02

# Qualifiant le blocus imposé aux Palestiniens de crime, M. Mechaal a appelé la communauté  
internationale à le lever après la formation d'un gouvernement palestinien d'union nationale  
conformément à l'accord de La Mecque.

CRI Online.

Cathy & Marc

---

---

## Résistance

- 1 Politique Palestinienne (en Palestine toujours occupée)
- 2 Politique Israélienne
- 3 Politique internationale des territoires occupés
- 4 La Palestine en chiffre & au jour le jour

### Détails par région:

Décompte des pertes humaines

## 5 Médias

5-1 Grève de la faim solidaire avec le caméraman d'Al Jazeera.

## 6 Les brèves

6-1 Sommet tripartite sans nouveauté.

6-2 Mahmoud Abbas achève à Paris une tournée européenne sans résultats visibles.

6-3 Dr.Fawzi Barhoum, : Rice agit en tant que gardien de la sécurité d'"Israël".

6-4 Machaal : L'Etat palestinien indépendant est une revendication irrévocable.

6-5 Rachid Hillal - PNN : Le gouvernement sera "inflexible" face aux pressions israélo-américaines.

6-6 Le gouvernement d'unité est remis en question avant même d'être entré en fonction.

6-7 Meqdad : Nous ne prévoyons pas une rapide levée de l'embargo d'aide internationale.

6-8 Najib Farag - PNN «L'éducation nationale israélienne promeut le racisme et le meurtre»

6-9 Près de la moitié des Palestiniens souffrent de malnutrition.

6-10 Israël construit 3.000 nouvelles habitations en Cisjordanie.

6-11 Israël envisage l'expulsion de 35 000 Palestiniens de Jérusalem Est.

6-12 23 Février 2007 : deuxième année de la résistance populaire contre la politique de la construction du mur de la honte à Bil'in.

6-13 Haniyeh, toujours populaire ... (constate l'Ap....)

## 7 Dossier

7-1 Asharq Al Awsat – PNN : Israël mène une politique de terrorisme semblable à l'Apartheid.

7-2 Point de vue de l'AP : Mahmoud Abbas achève à Paris une tournée européenne ...

## 8 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

8-1 Nouvelle opération militaire après un faux retrait à Naplouse.

## 9 Annexe

9-1 Appel du Pakistan à une initiative commune du monde musulman.

9-2 Hussein Abdel Aziz : La contradiction entre "démocratie" israélienne et racisme sioniste.

---

---

20-02 au 28-02 : Peuple Palestinien : 11 tués - 26 blessés  
Occupants : 1 tué - 2 blessé

---

---

## Résistance

Au jour le jour

28-02

Les brigades des Saraya d'Al-Quds, la branche militaire du mouvement du Jihad islamique ont lancé deux missiles sur la colonie israélienne "Sdérot", en riposte à l'opération d'assassinat de ses trois cadres à Jénine  
CPI

---

---

## Analyse

22-02

Le porte-parole des brigades d'Al-Qassam dans la bande de Gaza Abu Obaida a nié des rapports de presse disant que la branche armée avait acquis des missiles anti-tank Sagger.

# Le porte-parole, a dit que sa branche armée essayait toujours d'améliorer ses capacités militaires pour affronter les tanks israéliens en particulier et la machine de guerre en général.

Il a affirmé qu'elle avait réussi à faire de grand pas dans ce domaine.

Abu Obaida a aussi affirmé que c'était le droit du peuple palestinien de posséder de tels missiles et plus, car l'« ennemi sioniste » déclare toujours son intention de lancer une invasion de grande échelle contre la Bande.

Il a dit qu'"Israël" attendait à peine une excuse pour s'engager dans plus de crimes et de violence contre le peuple palestinien, et il a cité la Cisjordanie en exemple, où aucun missile n'est tiré sur "Israël", et pourtant, les incursions et arrestations quotidiennes des forces de l'occupation israélienne n'ont jamais arrêté.

Le porte-parole n'a pas retiré la possibilité que la circulation d'une telle information avait pour but de fournir le prétexte pour une nouvelle incursion. Il a aussi nié la présence de caches d'armes du Hezbollah à Gaza.

Gaza – CPI-22-02

---

---

## 1 Politique Palestinienne

### MM Abbas & Haniyeh.

Abbas

26-02

Opération israélienne, "Hiver chaud "

Le président palestinien Mahmoud Abbas a fermement condamné l'opération israélienne et appelé le gouvernement israélien "à retirer immédiatement son armée de la ville", a indiqué à l'AFP son porte-parole, Nabil Abou Roudeina.

"Ces actes alimentent la tension dans la région et entravent les efforts internationaux visant à relancer le processus de paix", a déclaré M. Abou Roudeina.

28-02

# Le président Mahmoud Abbas espère que les Etats-Unis se donneront du temps avant de décider s'ils acceptent ou non le nouveau gouvernement d'union nationale.

"J'ai trois attentes, les (Etats-Unis) se donneront du temps ou rejeteront le gouvernement. La dernière possibilité est de reconnaître le nouveau gouvernement", "Je pense qu'ils opteront pour la première, qu'ils attendront encore plus longtemps".

AP

Haniyeh.

20-02

# Haniyeh trouve que Washington traite les Palestiniens avec une logique désuète.

Ismaël Haniyeh, le Premier ministre a qualifié la position US à l'encontre de la formation du gouvernement palestinien d'union nationale de "négative".

Domage ! à ajouté le premier ministre, l'administration américaine continue à traiter [le peuple palestinien] avec la même logique consistant au boycott et à l'isolement ; une affaire qui avait montré ses limites".

Les Etats-unis doivent savoir que le peuple palestinien a maintenant un programme politique et un gouvernement d'unité nationale qui représente tout le peuple, toutes ses tranches politiques. Pour cette raison, leur politique n'a aucune raison d'être.

CPI

26-02

Opération israélienne, "Hiver chaud ".

Le Premier ministre Ismaïl Haniyeh, a dénoncé "une campagne criminelle" de l'armée israélienne.

"Les forces de l'occupation commettent leurs crimes au vu et au su du monde entier mais la communauté internationale ne fait rien pour les faire cesser", a déclaré M. Haniyeh à l'ouverture de la réunion de son cabinet sortant à Gaza.

AFP.

---

### 1-1 Processus de paix.

Sommet Abbas-Rice-Olmert

20-02

# Le négociateur Saeb Erekat a précisé qu'il à été question de prolonger et étendre à la Cisjordanie la trêve déclarée en novembre dans la Bande de Gaza.

Rice : "Le président (palestinien) et le Premier ministre (israélien) ont convenu de se revoir prochainement. Ils ont réitéré leur souhait de voir les Etats-Unis participer et conduire ces discussions pour surmonter les obstacles et rallier le soutien régional et international afin d'avancer vers la paix. Dans cet esprit, je pense revenir dans la région prochainement", "Nous avons tous trois réaffirmé notre engagement envers la solution à deux Etats, avons

convenu qu'un Etat palestinien ne peut pas naître de la violence et avons réitéré notre acceptation des engagements et obligations précédents, y compris de la feuille de route" ..

Olmert a ajouté qu'il avait décidé avec Mahmoud Abbas de maintenir le dialogue, avec pour priorités "l'amélioration des conditions de vie des Palestiniens dans divers domaines et bien sûr pour l'Autorité palestinienne la poursuite de la lutte contre le terrorisme pour faire cesser tout terrorisme(...)" .

(AP) –  
20-02

# Le Hamas à dénoncé l'échec du sommet. "La position américaine n'est pas justifiée du tout et la pression qu'elle exerce sur les Palestiniens, le président, le gouvernement et le peuple est rejetée et inacceptable",. "Nous attendons des Américains qu'ils se montrent plus logiques et qu'ils changent leur positions ainsi que leur politique qui a échoué."

AP 20-02

---

## 1-2 Sur le terrain.

24-02

# Mohamed Ali Al Ghalban est la première victime des affrontements internes depuis l'accord de 'La Mecque' conclu le 8 février.

Le jeune homme est décédé lors d'une embuscade qui lui avait été tendue alors qu'il revenait chez lui. Il laisse une épouse et des enfants. Des actes de vengeance ont immédiatement suivi cet assassinat et de violents affrontements ont éclaté dans la nuit de vendredi à samedi, menant pour l'instant à 5 morts et à une vingtaine de blessés.

PNN

23-02

Le quotidien Yediot Ahronot a déclaré que des éléments du Hamas s'étaient rendus en Iran pour un entraînement militaire, et que des éléments du Fatah sont allés en Egypte pour le même objectif.(ce qui a été démenti depuis :

ndlr)

CPI

24-02

# Fawzi Barhoum, porte-parole du Hamas dans la bande de Gaza, a démenti samedi des rapports de presse hébreux qui déclaraient que des membres du Hamas avaient été entraînés en Iran.

Le porte-parole a critiqué de tels rapports fabriqués, en soulignant qu'ils avaient pour intention d'inciter les conflits entre les factions du Fatah et du Hamas pour relancer les affrontements, les tensions et les conflits internes dans la rue palestinienne.

Barhoum a dit que depuis la déclaration de l'accord de la Mecque, l'état hébreu et l'administration américaine ont commencé à accuser l'Iran de soutenir le mouvement du Hamas, tentant de mettre des obstacles devant la formation du gouvernement d'union et de mobiliser l'opinion publique internationale contre le siège imposé sur le peuple palestinien et son gouvernement.

Barhoum a affirmé que le Hamas était prêt à avoir de bonnes relations avec les pays arabes et islamiques et qu'il n'intervenait dans les affaires internes d'aucun pays.

CPI

---

## 1-3 Les grandes manœuvres.

22-02

# Le gouvernement palestinien sortant a relevé un "changement" positif dans la position du Quartette pour le Proche-Orient, qui a décidé mercredi d'attendre la formation d'un cabinet d'union palestinien avant de décider du sort des sanctions.(...)

Communiqué le porte-parole du gouvernement Ghazi Hamad. : "Nous considérons avec intérêt les déclaration du Quartette et nous estimons qu'un changement, susceptible d'ouvrir des perspectives pour une coopération, est intervenu dans sa position", "Le soutien du Quartette à la formation d'un gouvernement palestinien d'union et le non-recours au langage du boycott et de l'embargo constituent une évolution de sa position et nous espérons que cela aboutira à une pleine coopération", a-t-il conclu.

Evoquant les divisions au sein du quartet, Hamad a ajouté: "Je crois qu'il est possible de modifier la position du quartet dans un sens plus positif quant à ses relations avec le gouvernement palestinien."

(AFP)

23-02

Mahmoud Abbas optimiste quant à la levée des sanctions du Quartette

Le Président palestinien Mahmoud Abbas s'est déclaré "optimiste" quant à la levée des sanctions à l'égard du gouvernement palestinien.

"Nous sommes très proches de l'Union européenne et du Quartette et nous pensons que lors du prochain meeting du Quartette, la situation sera plus claire" sur la voie d'une levée des sanctions, a déclaré le Président Abbas lors d'une point presse avec le chef de la diplomatie allemande Frank-Walter Steinmeier.

CRI Online -AP

23-02

# M.Abbas, a de nouveau appelé à la fin du boycott qui a ""toujours été une injustice"" contre le gouvernement palestinien.

Le Quartette (Etats-Unis, Union européenne, Russie, Onu) a imposé un boycott diplomatique et financier au gouvernement palestinien depuis l'arrivée à sa tête en mars 2006 du Hamas, considéré comme une organisation terroriste par Israël, Washington et l'Union européenne.

CRI Online

---

## 1-5 Gouvernement cherche coalition désespérément...

21-02

# Un éminent leader du Hamas a exprimé son regret sur la décision du Front Populaire de la Libération de la Palestine de ne pas se joindre au gouvernement d'union palestinienne, en affirmant que le Hamas était enthousiaste à voir tous les partis politiques dans ce gouvernement. Ezzet Al-Resheq, membre du bureau politique du Hamas, a dit que son mouvement espérait que les « frères du Front Populaire pour la Libération de la Palestine reconsidéreront leur position » et a noté que l'accord de la Mecque entre les mouvements du Fatah et du Hamas n'était pas différent du document d'accord national qui avait été signé par toutes les factions et forces palestiniennes.

Resheq, a décrit les relations entre le Hamas et le Front Populaire de « fraternelles » et basées sur le « respect mutuel ».

CPI  
21-02

L'économiste Salam Fayyad, formé aux Etats-Unis et proche de l'administration Bush, et leader du bloc de la Troisième Voie dans le Conseil Législatif Palestinien a accepté le poste de ministre des Finances dans le gouvernement palestinien d'unité nationale qui lui a été proposé par Ismail Haniyeh, le premier ministre désigné.

# Ancien membre de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, Salam Fayyad a déjà occupé le poste de ministre des Finances entre 2002 et 2005.

Il a ensuite fondé le parti de la "Troisième voie" qui s'est présenté aux dernières élections législatives. Ismaïl Haniyeh espère que la nomination de Fayyad à ce poste stratégique achèvera de convaincre les occidentaux d'assouplir leur embargo financier

Fayyad entretient de bonnes relations avec Bush et il s'est entretenu avec Rice avant sa réunion avec Abbas et Olmert à Jérusalem lundi.

Lorsqu'il avait précédemment dirigé le ministère des Finances, Fayyad avait engagé des réformes (..) saluées par les Etats-Unis et la communauté internationale.

(Reuters- CPI

25-02

Khaled Mechaal, président du bureau politique du mouvement du Hamas, a affirmé que son mouvement va continuer à poursuivre sa flexibilité politique, mais sans s'incliner aux pressions.

Mechaal a affirmé que tous savent bien que le Hamas a son propre agenda et qu'il ne s'incline pas aux pressions.

CPI

---

## 1-6 Les analyses (du processus de paix & du gouvernement).

24-02

Le Chef du Département des Négociations M. Saéb Ereikat a indiqué que les pays européens par lesquels le Président Mahmoud Abbas est passé dans sa tournée actuelle, ont considéré la formation du gouvernement d'union nationale comme un progrès.

# Saéb Ereikat fait remarquer " le Président déploie tous les efforts pour convaincre l'UE d'enlever le siège financier imposé au peuple palestinien. " Par ailleurs, M. Ereikat a dit qu'il y aurait un futur sommet palestino-israélien mais que cela avait besoin des préparations de la part de deux côtés." Il a conclu " Il faut raviver le processus des négociations qui mènera à l'établissement d'un état palestinien indépendant avec Jérusalem pour capitale. " Wafa

24-02

28-02

# Le président du Conseil a par ailleurs accusé les Israéliens de vouloir une rupture interne au sein du camp palestinien pour invalider l'accord de la Mecque qui prévoit l'instauration d'un nouveau gouvernement d'unité nationale.

Les propos du président du CLP ont reçu le soutien de dizaines de représentants palestiniens. Tous appellent la communauté internationale à réagir rapidement face à la « machine de guerre israélienne. »

*PNN* Le chef en exil du Hamas, en visite au Caire, Khaled Mechaal, a annoncé vendredi que plusieurs pays européens avaient décidé de reprendre leur aide au nouveau gouvernement palestinien d'union nationale.

Il a refusé de préciser le nom des pays ayant promis de reprendre leur aide au gouvernement palestinien, déclarant seulement que les engagements de ces pays européens étaient en train de devenir des étapes pratiques suite à la signature de l'accord de La Mecque.

*CRI Online*

24-02

28-02

# Le président du Conseil a par ailleurs accusé les Israéliens de vouloir une rupture interne au sein du camp palestinien pour invalider l'accord de la Mecque qui prévoit l'instauration d'un nouveau gouvernement d'unité nationale.

Les propos du président du CLP ont reçu le soutien de dizaines de représentants palestiniens. Tous appellent la communauté internationale à réagir rapidement face à la « machine de guerre israélienne. »

*PNN*

Qualifiant le blocus imposé aux Palestiniens de crime, M. Mechaal a appelé la communauté internationale à le lever après la formation d'un gouvernement palestinien d'union nationale conformément à l'accord de La Mecque.

Suite à une réunion mercredi à Berlin, le Quartette international pour le Moyen-Orient conditionne son soutien, à un gouvernement palestinien, au respect de la non-violence, à la reconnaissance d'Israël et à l'acceptation des accords et engagements israélo-palestiniens précédents.

*CRI Online*

25-02

Le leader du Hamas M. Mechaal, n'a pas voulu décrire les positions officielles arabes comme influencées par les Etats-Unis, en ajoutant qu'il est optimiste des positions encourageantes dans les pays arabes.

*CPI*

25-02

#

Le ministère des affaires étrangères de l'autorité palestinienne a critiqué, samedi, Javier Solana pour sa déclaration de ne pas rencontrer des ministres palestiniens affiliés au Hamas.

Le ministère, a dit que la déclaration était « personnelle » et qu'elle ne reflétait pas les positions des membres du comité du Quartet ni de certains pays européens qui ont bien accueilli l'accord de la Mecque et la formation du gouvernement d'union.

Solana aurait dû annoncer un respect au choix démocratique du peuple palestinien et aux résultats des élections législatives palestiniennes et aurait plutôt dû appeler à une levée du siège oppressif imposé contre les Palestiniens, a affirmé le ministère.

*CPI*

28-02

Hamas : ' Ils donnent des signaux concernant de tels changements et nous devons les aider ainsi, "

Meqdad "Hamas approuve un grand changement politique, selon l'accord de Mecque,

Le Hamas va respecter les accords précédents signés par l'Organisation de Libération de la Palestine et l'accepte l'idée des négociations par OLP.

*(IPC exclusif)*

---

## 1-9 Action & déclaration palestinienne contre la politique colonialiste en général

22-02

#

Le Conseil régional des villages arabes, au Néguev, non reconnu par Israël, a indiqué, que des bulldozers israéliens avaient ravagé 3500 donoms cultivables au sud du Néguev, appartenant aux familles nomades de Zarkan, de Budoor et de Qabboua', sous prétexte que ces terres étaient propriétés de l'état d'Israël.

Il a conclu que ces mesures faisaient parties de la politique de nettoyage ethnique adoptée par Israël contre les citoyens arabes au Néguev.

*Wafa*

---

## 1-10 Politique extérieure & économique.

22-02

Le Hamas a accusé les Etats-Unis de chercher à saboter les efforts entrepris par les pays européens pour alléger les sanctions pesant sur l'Autorité palestinienne au vu de la formation d'un gouvernement d'union nationale.

"Ils (les Etats-Unis) veulent miner les efforts européens et russes afin de maintenir le siège que subit notre peuple", a déclaré le ministre palestinien de l'Information, Youssef Rizka, L'embargo financier mis en place à l'initiative de Washington contre le gouvernement palestinien a acculé l'Autorité palestinienne à la faillite et accentué la misère en Cisjordanie occupée et dans la bande de Gaza.

*(Reuters)*

---

## 1-11 Situation économique.

22-02

Selon un rapport du Programme alimentaire mondial publié jeudi, l'an dernier, près de la moitié des Palestiniens ont été dans l'incapacité de produire ou d'obtenir la nourriture dont ils avaient besoin.

*(Reuters)*

---

## 1-12 Diplomatie

24-02

Ezzet Al-Resheq a dit que Mechaal s'était mis d'accord avec Omar Souleiman, le chef des services de renseignements égyptiens, sur l'importance de briser le siège imposé sur le peuple palestinien.

Mechaal a fait un rapport à Souleiman sur les détails de l'accord de la Mecque et a demandé un rôle égyptien pour promouvoir l'accord.

*CPI*

24-02

Après Londres, Berlin et Bruxelles, Mahmoud Abbas est venu chercher le soutien de la France à l'accord sur un gouvernement d'union nationale conclu entre le Fatah et le Hamas à La Mecque au début du mois.

Abbas : "Nous allons travailler à former un gouvernement d'union nationale auquel tout le monde va participer et qui sera capable de relever les défis pour la période qui s'ouvre", "Nous affirmons ici notre refus du terrorisme et de la violence afin de parvenir à établir la paix et la stabilité pour que les deux Etats israélien et palestinien puissent vivre côte à côte".

Dans ses propos liminaires, la France a émis un a priori positif à l'idée de former un gouvernement d'union nationale palestinien.

*(Reuters)*

---

## 1-13 Déclaration et situation dans les geôles israéliennes - Prisons & tortures

23-02

Le ministre palestinien aux affaires des prisonniers et libérés, M. Wasfi Qubbaha, a déclaré que le ministère est en voie de préparer une campagne importante pour le soutien aux prisonniers et détenus dans les prisons de l'occupation, et notamment les prisonniers soumis à l'isolement et les malades, afin de dénoncer les violations israéliennes des droits des prisonniers, arabes et palestiniens.

CPI

---

---

## 2 Politique Israélienne

27-02

**##** Majalli Wahaba, est devenu président de l'Etat hébreu (une première qui ne devrait pourtant pas durer plus d'une semaine.)

La présidente par intérim Dalia Itzik ayant quitté le pays mardi pour un voyage aux Etats-Unis, c'est en effet le Druze Majalli Wahaba, son adjoint et vice-président de la Knesset, qui hérite de la fonction en son absence.

Le voyage de Majalli Wahaba vers la charge présidentielle, même provisoire, a débuté le mois dernier avec la suspension du président Moshe Katsav, accusé de viol: ce dernier avait alors été remplacé par la présidente du parlement Dalia Itzik.

En l'absence de celle-ci, Majalli Wahaba hérite de ses deux fonctions, à la tête du parlement et de l'Etat, devenant ainsi le premier membre de la minorité arabe d'Israël à occuper ce poste prestigieux.

Majalli Wahaba, membre du parti Kadima fondé par Ariel Sharon, a quitté l'armée avec le grade de lieutenant-colonel. Il est diplômé en histoire du Moyen-Orient de l'université d'Haifa.

(AP)

---

### 2-1 Processus de paix.

25-02

**#** Le général Méir Dagan, chef du Mossad (sécurité extérieure...), a écarté le risque de guerre au Proche-Orient en 2007 selon un haut responsable israélien.

Le chef des renseignements militaires, le général Amos Yadlin, a cependant présenté une évaluation moins optimiste. : "L'environnement stratégique d'Israël est moins stable qu'il ne l'était", L'instabilité croissante en Irak et le programme nucléaire iranien posent des "dangers plus importants que ceux de ces dernières années", a-t-il souligné.

"La probabilité d'un conflit déclenché à l'initiative de la Syrie est faible, mais le risque que la Syrie réagisse militairement à une action militaire israélienne est grand", a-t-il conclu.

(Afp)

---

### 2-2 Des Canons ... pas du beurre.

22-02

**#** Le ministre de la guerre Peretz, a observé en plein jour d'importantes manoeuvres israéliennes sur le plateau syrien occupé du Golan et s'est étonné de l'obscurité totale dans laquelle évoluait les troupes. (Ses jumelles étaient recouvertes de leurs deux caches protecteurs.)

Une photo publiée jeudi en une des deux grands quotidiens israéliens, le Yédiot Aharonot et le Maariv, montre un M. Peretz très concentré, les yeux vissés à ses jumelles recouvertes de leurs caches. A ses côtés, dans la même pose guerrière, le chef d'état-major, le général Gaby Ashkenazi, observe quant à lui les mêmes manoeuvres, mais en pleine lumière.

"Il voit la vie en noir", a ironisé en légende le Maariv. "L'avenir est sombre pour M. Peretz", a titré le Yédiot.

(AFP)

---

### 2-10 Politique colonialiste israélienne. (Colonisation & colonies)

25-02

Le Conseil du planning israélien a approuvé la construction de 1500 appartements sur des terres appartenant aux villageois de Bil'in, selon le quotidien israélien Haaretz.

Wafa

27-02

**#** Suivant l' Associated Press, les Arabes israéliens sont 20 % d'une population totale de 7 millions d'habitants.

Victimes de discrimination de la part des autorités pendant des décennies et particulièrement touchés par le chômage, ils affichent des revenus et des niveaux d'éducation extrêmement bas.

Les Druzes ont un statut à part en leur sein, étant les seuls à servir dans l'armée de l'Etat hébreu.

(AP)

28-02

**#** Des milliers de militaires israéliens pour habiter dans la ville occupée de Naqab au sud des territoires palestiniens occupés en 1948.

Des sources palestiniennes ont souligné que l'armée occupante vise à transporter plus de 18 mille militaires israéliens dont 5000 fonctionnaires et que ce plan va coûter plus de 4 milliards de shekels (950 millions de dollars) dans le cadre du développement de la région de Naqab appelé par les Palestiniens : "plan de judaïsation la ville de Naqab".

*CPI*

28-02

L'administration israélienne a annoncé l'expansion de colonies au nord-est de Jérusalem. Le projet prévoit la construction de centaines de logements près du Checkpoint de Qalandia, à Ramallah.

*PNN*

28-02

**#** Le Gouvernement israélien vise à construire 11 000 unités de logements pour la population israélienne au quartier ultra-Orthodoxe près de l'aéroport de Jérusalem- Est, Le nouveau quartier serait construit près du tracé du Mur situé près du checkpoint de Qalandia qui sépare entre les quartiers palestiniens au nord de Jérusalem et Ramallah. Haaretz a ajouté " il s'agit d'un grand projet de logement dans les territoires occupés en 1967. ce quartier serait entouré par des quartiers arabes

*WAFa*

---

## 2-13 Prisons & tortures.

24-02

L'armée d'occupation a arrêté ce matin huit habitants du district de Hébron, menant une invasion dans le village de Yatta ainsi que dans les camps de réfugiés d'Al Fawwar et Aroub (sud du district de Hébron), dont Ibrahim Badawi, 17 ans, Nour Ahmed Badawi, 17 ans, Abu Ala, 16 ans et Munir Mohammed Al Jawabra, 18 ans ainsi qu'un membre de la famille Khalil de 21 ans du camp de réfugiés Al Fawwar (sud de Hébron).

*PNN Hébron*

25-02

Le tribunal militaire sioniste dans la prison centrale d'Oferajournent le jugement & prolonge la détention du député palestinien, Cheikh Hassan Yousef, parlementaire du « changement et réforme », jusqu'au 26 mars prochain.

*CPI*

---

## 3 Politique Internationale des territoires occupés

### 1 Usa (le parrain)

<sup>2</sup> Rice

20-02

La secrétaire d'état Rice, après sa rencontre avec le chef de l'autorité palestinienne Mahmoud Abbas, lundi, et le premier ministre Olmert, a demandé au nouveau gouvernement d'unité nationale de reconnaître "Israël".

*CPI*

---

## 5 Quartette (composé des États-unis, de l'Union européenne, de la Russie et des Nations unies)

21-02

Le Quartette a réaffirmé, son engagement pour la promotion du dialogue entre les Palestiniens et les Israéliens.

**#** Les membres du Quartet pour le Proche-Orient ont annoncé attendre la formation du gouvernement palestinien d'union nationale pour décider s'ils lèvent ou non les sanctions imposées aux Palestiniens. Russie, Etats-Unis, Union européenne et Nations unies se réuniront bientôt au Proche-Orient, affirme par ailleurs leur communiqué final.

Ils ont ajouté que les Israéliens et les Palestiniens devaient faire preuve de retenues et ne pas commettre des actions de violence, soulignant que cela pourrait aider le Quartet à raviver le processus des négociations entre eux.

"Nous savons que ce processus est difficile, et pour cette raison, nous voulons le soutenir", a expliqué le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, insistant sur la nécessité de saisir une "fenêtre d'ouverture".

WAFA. - AP

28-02

**#** Suite à une réunion mercredi à Berlin, le Quartette international pour le Moyen-Orient conditionne son soutien, à un gouvernement palestinien, au respect de la non-violence, à la reconnaissance d'Israël et à l'acceptation des accords et engagements israélo-palestiniens précédents.

CRI Online

---

## 6 Ue

24-02

L'Union européenne prête à soutenir le futur gouvernement "à certaines conditions"

Le président Abbas a rencontré Javier Solana, ministre des Affaires étrangères de l'Union européenne, durant une brève halte en Belgique vendredi. Les deux responsables ont ensuite tenu une conférence de presse conjointe.

Solana a plaidé pour le soutien au peuple palestinien, non sans limites a-t-il précisé. "Le peuple mérite plus que jamais d'être soutenu."

Le président Abbas a remercié publiquement Solana pour son appui. "Nous apprécions le rôle de Javier Solana ainsi que de l'Union européenne et sentons que nous sommes secondés par des amis qui nous aident à atteindre nos buts et à soulager nos souffrances."

Le président Abbas a appelé à appliquer le droit international tandis que Solana a souligné que la Feuille de route est une base suffisante pour entamer le processus de paix.

PNN

26-02

# L'Union européenne étudie de nouveaux biais pour envoyer de l'aide aux Palestiniens, notamment le soutien aux projets de développement, annonce lundi la commissaire aux Relations extérieures.

Dans le quotidien palestinien "Al Quds", Mme Ferrero-Waldner précise qu'elle discutera avec Mahmoud Abbas de "propositions en vue d'un nouveau mécanisme d'aide aux Palestiniens", dont une aide à long terme pour des projets de développement. Elle souligne que l'UE a transféré 700 millions d'euros (922 millions de dollars) aux Palestiniens au cours de l'année dernière. Plus de 140.000 personnes, dont des orphelins, des veuves et des personnes âgées, en ont bénéficié, rappelle-t-elle.

Le montant de l'aide en 2007 dépendra du type de gouvernement au pouvoir, prévient la commissaire aux Relations extérieures.

AP

---

---

## 4 La lutte pour la libération dans les territoires occupés

### Au jour le jour

a) Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967 : Au jour le jour

#### Ville non précisée

21-02

Le responsable du Jihad islamique Mahmoud Abou al Djahim, était au volant de sa voiture quand les agents israéliens, en civil, ont surgi et ouvert le feu sur lui, et l'on tué, ont rapporté des témoins.

Le Jihad islamique a promis de venger cet assassinat.

"L'assassinat de nos chefs ne nous empêchera pas d'avancer sur le chemin du Jihad et de la résistance et la riposte sera terrible au coeur même de l'entité sioniste

(Reuters)

---

#### Al-Quds

25-02

La citoyenne Yossra Rajabi, qui a été grièvement blessée à la tête par un soldat israélien dans les affrontements déroulés vendredi dernier dans l'esplanade de la Mosquée d'Al-Aqsa, a trouvé la mort ce matin à l'hôpital.

Wafa

---

#### Hébron (Al-Khalil - sud de la Cisjordanie)

28-02

L'israélien Erez Levanon, a été tué à l'arme blanche, près de la ville de Hébron, en Cisjordanie occupée.

Deux Palestiniens de 18 ans ont été arrêtés pour avoir tué Levanon, , annonce la police israélienne..

(Reuters)

---

#### Jénine.(au nord de la Cisjordanie)

25-02

Selon un correspondant de l'agence de Wafa, ce matin, les forces israéliennes ont attaqué la ville de Jénine, les villages d'Qbatya et Mithlone. La même source a ajouté que une forces militaire avait encerclé la maison de citoyen Nabil Al-Aboshe et ouvert le feu lourd sous prétexte qu'il y avait des résistants

IPC+agences

28-02

Les forces spéciales israéliennes ont assassiné, ce matin, 3 cadres dont Ashraf As Sa'adi, le chef des brigades des Sarava d'Al-Quds, dans le camp de réfugiés de Jénine, ainsi que Mohammad Abou Naasa, 22 ans et Alaa Breiki, 26 ans.

L'armée sioniste avait déjà tenté de mettre fin à la vie du leader islamiste à plusieurs reprises.

Une trentaine de jeeps militaires, appuyées par deux hélicoptères, ont ensuite pénétré à l'intérieur du camp de réfugiés de Jénine et procédé à des perquisitions, a-t-on indiqué de même source.

PNN &

---

#### Naplouse.(dans le nord de la Cisjordanie)

25-02

#### Opération militaire "Hiver Chaud"

Une des plus importantes opérations en Cisjordanie depuis des mois.

Les forces israéliennes d'occupation ont attaqué la ville de Naplouse. Selon des sources locales, ce matin, les forces israéliennes attaquaient la ville Naplouse en Cisjordanie par un grand nombre des jeeps militaires, blindés **80 véhicules tout-terrain et plusieurs bulldozers ont participé à cette opération, qui selon des témoins**.interdisait dtout mouvement des citoyens.

Les bulldozers ont dressé des barrages de débris pour interdire les principaux accès de la ville. Le docteur Ghassan Hamdan a affirmé que l'accès des deux principaux hôpitaux de la ville était lui aussi interdit.

Les soldats ont imposé un couvre-feu à environ 50.000 habitants du centre de Naplouse. Les écoles et l'université de la ville ont annoncé que les cours étaient annulés.

L'armée a également pris le contrôle des chaînes de radio et de télévision locales, ordonnant aux habitants de rester chez eux et avertissant que l'opération et le couvre-feu qui l'accompagne dureraient plusieurs jours.

On faisait état d'affrontements.

Deux soldats ont été blessés par l'explosion d'une bombe. Et de sources médicales palestiniennes, on parlait de quatre Palestiniens blessés

Cette opération était la plus grande agressive depuis deux ans, selon une source sécuritaire.

Du plus, les forces israéliennes ont intensifié leurs présences au centre du village, notamment au quartier Al-Yssamine, en transférant un part des maisons des citoyens palestiniens aux casernes militaires pour des soldats israéliens.

IPc - AP

26-02

Anan al-Tayibi, 41 ans, a été mortellement atteint au cou lorsque des soldats ont ouvert le feu durant l'assaut de sa maison dans la casbah, la Vieille ville de Naplouse. Son fils Ashraf, 22 ans, a été blessé par balle avant d'être arrêté, selon des sources médicales et des témoins.

AP

26-02

L'armée israélienne s'est repliée lundi soir de la ville

Toutes les jeeps militaires et aucun soldat en uniforme n'était plus visible dans les rues de Naplouse, notamment dans la casbah, la vieille ville,.

Un porte-parole de l'armée coloniale s'est refusé à démentir ou confirmer ce repli.

l'AFP

26-02

Des sources palestiniennes ont déclaré que les forces de l'occupation israélienne ont arrêté plus de 30 palestiniens dont Maher Al-kharaz, une personnalité proche du mouvement de la résistance islamique (Hamas) avec ses trois fils..

CPI

28-02

Les forces israéliennes ont continué l'opération militaire d'"Hiver Chaud" après avoir déclarés la veille son retrait de la ville.

Selon des sécuritaires palestiniennes, l'armée de l'occupation a envahi la ville, appuyées cette fois par environ 120 jeeps et blindés accompagnée par des bulldozers ,avant l'aube et pénétré dans le centre, au nord de la Cisjordanie.

Une centaine de jeeps et blindés militaires ont envahi la ville en imposant le couvre-feu sur la vieille ville, encerclé plusieurs bâtiments et recherché de porte-à-porte.

IPC

---

## Qalqilya

27-02

Une unité des forces de l'occupation israélienne ont envahi le village de Jayos, dans le département de Qalqilya, avant de kidnapper deux jeunes hommes.

Une incursion similaire a été rapportée dans la ville de Qalqilya

CPI

---

## b) Bande de Gaza - Au jour le jour

### Ville non spécifiée

24-02

Luttes internes : Mohamed Ali Al Ghalban est la première victime des affrontements internes depuis l'accord de 'La Mecque' conclu le 8 février.

Le jeune homme est décédé lors d'une embuscade qui lui avait été tendue alors qu'il revenait chez lui. Il laisse une épouse et des enfants.

Des actes de vengeance ont immédiatement suivi cet assassinat et de violents affrontements ont éclaté dans la nuit de vendredi à samedi, menant pour l'instant à 5 morts et à une vingtaine de blessés.

27-02

Des troupes de l'occupation israélienne ont tiré des fermiers palestiniens sur leurs terres, à l'est de l'aéroport de Gaza. .

Un navire de guerre de l'occupation israélienne a tiré mardi sur un bateau de pêche palestinien à l'ouest du département de Rafah, mais les pêcheurs ont réussi à rentrer sains et saufs.

CPI

---

## Enlèvements

20-02

Trois ressortissantes américaines ont été enlevées près de Naplouse, en Cisjordanie, apprend-on de source proche d'un responsable de la sécurité palestinienne.

---

## 4-2 La Palestine en chiffre (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

Civils & résistants tués	: 5.258
Palestiniens blessés	: 84.483
Internationaux blessés (balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	: 175 (chiffre tout a fait minimal)
Arrêtés :	: 47.065
En prison :	: 9.970
Pacifistes en prison ou arrêtés	: 92
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Journalistes blessés	: ? + 32
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.275
<u>2-2 Occupants:</u>	
Israéliens tués	: 1.112 ( 343 militaires/policiers)
Israéliens blessés	: 6.135 ( 288 militaires/policiers)

# Nb : j'ai imputé à Israël les morts et blessés lors des affrontements inter-palestiniens (la rédaction)

Les chiffres indiqués sont **vérifiés par le recoupement** des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & XINHUANET (Chine)

---

## 5 Medias/Vidéos

### 5-1 Grève de la faim solidaire avec le caméraman d'Al Jazeera.

Les prisonniers politiques palestiniens du centre de détention de Damon ont commencé une grève de la faim. Leur action vise à montrer leur solidarité avec Sami Al Aij, caméraman de la chaîne Al Jazeera détenu à Guantanamo. et appellent la communauté internationale à jouer un rôle actif dans le respect des droits de l'Homme et à inciter les Etats-Unis à mettre en application ces lois.

Les grévistes accusent le gouvernement américain de « mépris des normes internationales. »

Les prisonniers ont déclaré que cet emprisonnement était « un discrédit du concept de démocratie et des droits humains » et ont ajouté que leur action était « un cri de colère face à la répression. »

*PNN*

25-02

Naplouse : les forces israéliennes ont brouillés un nombre des émissions de quelques radios locales, diffusant des communiqués contre la résistance palestinienne et en distribuant une publication qui s'était composé les noms des "recherchés "palestiniens parmi les habitants.

les forces israéliennes ont installé des check- points devant l'institution de l'éducation palestinienne et interdit toutes les citoyens palestiniens de l'arrivée à l'ouest de ville en arrêtant six citoyens après avoir encerclé leurs maisons.

*IPC*

28-02

Les forces occupantes ont enlevé, la nuit dernière, un journaliste qui photographiait les agressions israéliennes contre les habitants de la veille ville d'Al Khalil au sud de la Cisjordanie.

Des témoins oculaires ont dit que les forces occupantes ont interdit à l'équipe de télévision italienne de faire un film documentaire dans la région de la rue d'Al-Chouhada près de la colonie israélienne de Hadassa à Al-Khalil. L'équipe de travail qui était constituée de journalistes italiens et palestiniens s'est dirigée vers la région pour réaliser un film documentaire qui montre la souffrance des élèves des lycées et écoles palestiniens situées près de la colonie israélienne, mais les soldats et les colons israéliens les ont empêchés de poursuivre leur travail.

*CPI*

---

---

---

## 6 Les brèves

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Marc

### 6-1 Sommet tripartite sans nouveauté.

Le sommet tripartite, la secrétaire d'Etat Rice, le Premier ministre Olmert et le président palestinien Mahmoud Abbas, n'a apporté aucun changement à la situation politique.

Il n'a pas échoué mais il n'a pas réussi non plus puisque tous points cruciaux étaient évités.

Les deux parties israéliennes et palestiniennes ont affirmé leur engagement à la vision de deux états du Président Bush et à l'application du plan internationale la " Feuille de route". Ils ont également accepté de respecter la trêve conclu en novembre dernier.

"Nous avons tous les trois affirmé notre engagement pour une solution à deux Etats et nous nous sommes entendus sur le fait qu'un Etat palestinien ne peut voir le jour dans la terreur et la violence", a déclaré Mme Rice.

MM. Abbas et Olmert ont "réitéré leur acceptation des anciens accords et engagements", dont une feuille de route soutenue par les Etats-Unis, a précisé Mme Rice. Elle a ajouté que les trois ont appelé au respect d'un cessez-le-feu entre Israël et les Palestiniens dans la bande de Gaza conclu en novembre dernier.

Le Hamas critique le sommet :

Le mouvement de Hamas a exprimé sa déception profonde aux résultats de la réunion tripartite à Jérusalem. Un porte-parole de Hamas dans la bande de Gaza, Fawzi Barhoum, a décrit la position américaine en tant que négatif, ambigu et négligeant la volonté des palestiniens. Il a dit que " [la position américaine] n'atteint pas un niveau de respect vers la décision et la volonté palestiniennes ".

Barhoum a indiqué à Ma'an que Rice avait ignoré n'importe quelle mention de l'accord de Mecque dans la conférence, ce qu'il a décrit comme une représentation de l'unité palestinien.

Il a également dit que Rice avait exercé la pression sur Abbas lors de la réunion afin de finir son engagement au gouvernement palestinien d'unité. Il a finalement affirmé que les Palestiniens confronteront la pression américaine en tant qu'une, front uni ensuite ayant signé l'accord de Mecque. Il a assuré que les Palestiniens, y compris son mouvement de Hamas, se tiendra fermement à l'appui du Président Abbas afin de confronter toutes les tentatives de pression extérieure.

Dans un communiqué publié à l'issue de la réunion, le porte-parole du Hamas, Ismaïl Radouane, a " rejeté les pressions et le chantage exercés par l'Administration américaine sur l'Autorité palestinienne " et l'a appelée à " reconnaître le gouvernement palestinien et ne pas lui poser d'obstacle ".

SOURCE : IPC+agences.

---

### 6-2 Mahmoud Abbas achève à Paris une tournée européenne sans résultats visibles.

Le président palestinien Mahmoud Abbas a achevé samedi à Paris une tournée européenne qui l'a mené à Londres, Berlin et Bruxelles, destinée à convaincre les partenaires occidentaux, après l'accord Hamas-Fatah de La Mecque, de la bonne volonté palestinienne à poursuivre sur le chemin de la paix.

Mais ni Jacques Chirac ni les autres dirigeants européens n'ont semblé vouloir faire de concessions ou offrir de garanties quant à une levée du gel de l'aide économique, vitale pour la population palestinienne et suspendue depuis l'arrivée du Mouvement de la résistance islamique aux commandes.

Vendredi, Javier Solana, patron de la diplomatie des Vingt-Sept, avait résumé la position de l'UE, qui continue de réclamer la reconnaissance d'Israël par la nouvelle équipe palestinienne, et attendra la formation du nouveau gouvernement d'union nationale avant toute décision sur la reprise des aides directes aux Palestiniens.

Samedi, alors qu'Abbas se refusait à en fixer une date, le président du Parlement palestinien Ahmed Baher a affirmé pour sa part que le Premier ministre sortant Ismaïl Haniyeh pourrait présenter ce gouvernement de coalition et le soumettre au vote des députés "d'ici la première semaine de mars".

"Nous affirmons notre engagement envers la solution de deux Etats, ainsi que notre refus du terrorisme et de la violence", avait déclaré le président palestinien à son arrivée à la présidence française. Moyen de réaffirmer, comme il l'a fait à chaque étape de son périple européen, que les Palestiniens respectent les exigences du Quartette pour la paix au Proche-Orient (Etats-Unis, ONU, UE et Russie).

Reste que l'accord Hamas-Fatah signé en Arabie saoudite ne parle que de "respect" des accords précédents, sans référence ni à la reconnaissance d'Israël ni à la renonciation à la violence. Une situation qui a éloigné Abbas d'Israël, et donc les perspectives de relance de la paix.

Cet accord sur un gouvernement d'union nationale exige "une concertation avec les amis, avec les dirigeants de ce monde", a reconnu Mahmoud Abbas à Paris.

"Abou Mazen" s'est cependant déclaré "extrêmement satisfait" de ses entretiens avec Jacques Chirac qui, selon lui, "comprend très bien l'accord de La Mecque", tout comme "la nature de ce gouvernement ainsi que la situation politique".

Jugeant une nouvelle fois "indispensable de parvenir à un accord avec les Israéliens", Mahmoud Abbas a affirmé avoir obtenu le soutien de Paris à ce sujet, "prêt à faire les efforts" nécessaires pour "résoudre les problèmes entre nous et les Israéliens".

Le président palestinien a également rencontré le chef de la diplomatie Philippe Douste-Blazy.

"J'ai encouragé Mr Abbas à persévérer dans ses efforts pour former rapidement le gouvernement. Si ce gouvernement est formé sur la base des accords de la Mecque, j'ai dit au président palestinien" que "la France sera disposée à coopérer avec lui. Et notre pays plaidera en ce sens au sein de l'Union Européenne et auprès des autres partenaires de la communauté internationale", a déclaré M. Douste-Blazy. M. Abbas a déclaré avoir constaté une position française, "claire, positive".

Evoquant par ailleurs la question du soldat israélien Gilad Shalit, enlevé en juin dernier dans la bande de Gaza, il a déclaré que "nous allons travailler pour qu'il soit libéré avant la formation du gouvernement d'union nationale".

M. Abbas bouclait à Paris une tournée européenne qui l'aura mené à Londres, Berlin et Bruxelles, destinée à présenter à ses partenaires européens l'accord signé avec le Mouvement de la résistance islamique, prélude à la constitution d'un gouvernement d'union nationale.

Ses efforts diplomatiques semblent avoir échoué à convaincre également les Etats-Unis et Israël, au cours d'une dernière et étrange réunion avec Ehoud Olmert : "Nous ne pouvons pas dire qu'il y a quelque chose de désespéré", a déclaré samedi M. Abbas au sujet de cette rencontre.

Mise à jour le 17 février 2007 à 17h58

---

### 6-3 Dr.Fawzi Barhoum, : Rice agit en tant que gardien de la sécurité d'"Israël".

Dr.F Barhoum, porte-parole du Hamas dans la bande de Gaza, a affirmé que les rencontres de la secrétaire d'état Rice dans la région arabe visaient à protéger la sécurité d'"Israël".

Barhoum : Rice a rencontré une équipe de la sécurité israélienne dans l'état hébreu et une délégation de la sécurité palestinienne à Ramallah et aujourd'hui, elle a rencontré des directeurs d'un certain nombre de renseignements arabes.

Il est clair que Rice poursuit une nouvelle méthode, a-t-il dit, en notant qu'elle est une secrétaire étrangère et qu'elle avait des missions diplomatiques pour mettre à exécution plutôt que de rencontrer des officiels de la sécurité.

Le porte-parole a dit que les déclarations de Rice, comme quoi elle était intéressée à protéger "Israël", exposaient la nature sécuritaire de son tour, et a noté qu'elle n'a jamais parlé un mot sur la cause palestinienne.

Gaza - CPI

---

### 6-4 Machaal : L'Etat palestinien indépendant est une revendication irrévocable.

25-02

Le chef du bureau politique du mouvement de la résistance palestinienne Hamas, M. Khaled Machaal, a affirmé que l'établissement de l'Etat palestinien indépendant et souverain avec al-Qods pour capitale est une revendication irrévocable du peuple palestinien.

« Nous sommes concernés de réaliser cette revendication et le programme politique auquel nous étions parvenu, lequel représente le dénominateur commun entre toutes les factions palestiniennes", a dit M. Machaal, invitant la communauté internationale à respecter la volonté du peuple palestinien et à l'aider à recouvrer son autodétermination et ses droits nationaux.

Il a par ailleurs appelé toutes les parties concernées à faire réussir l'accord de la Mecque dans les détails et à briser le blocus injuste imposé au peuple palestinien.

Il a également appelé à une activité arabe et palestinienne pour assurer une position internationale qui respecte la volonté des Palestiniens, traite avec le gouvernement d'union nationale et oblige Israël à respecter les droits et les revendications du peuple palestinien.

Sana

Gh.H.

---

### 6-5 Rachid Hillal - PNN : Le gouvernement sera "inflexible" face aux pressions israélo-américaines.

"Quoi qu'il arrive, le peuple restera aux côtés du président Abbas", a affirmé Mohamed Dahlan, président du comité de sécurité du Conseil législatif et membre du Fatah, Très sûr de lui, le représentant a ajouté : "Même si le blocus n'est pas brisé, le président a décidé de continuer son travail dans le sens d'un gouvernement d'unité et nous sommes tous derrière lui.

Le gouvernement d'unité sera constitué sous peu, et le Premier ministre Haniyah peaufine actuellement les détails des nouveaux postes ministériels en consultation avec tous les partis politiques.

Mohammed Dahlan a ensuite affirmé: "Le président Abbas a participé aux négociations pour obtenir le calme sur la base de promesses israéliennes. Même si celles-ci ne sont pas tenues, la décision palestinienne a été prise à l'unanimité et notre point de vue ne changera pas, quoi qu'il nous en coûte."

Le membre du Fatah a déclaré que la réunion tripartite avec les Israéliens et les Américains n'a montré d'aucune manière que le gouvernement hébreu désirait un partenariat ou une solution. "Le gouvernement israélien a refusé de traiter avec le nouveau gouvernement." Selon lui, l'administration américaine reste pour l'instant dans l'expectative et a fait savoir qu'elle étudiait la situation.

Dahlan a ensuite souligné que le nouveau gouvernement subira des pressions énormes de la part des Etats-Unis, d'Israël et de certains pays européens. Il demande cependant aux Américains et aux Israéliens de respecter l'agenda national palestinien. "Il est impossible de mettre plus de conditions à nos tractations internes que ce que les Etats-Unis et Israël font déjà.

22-02

---

### 6-6 Le gouvernement d'unité est remis en question avant même d'être entré en fonction.

Le gouvernement d'unité a été fortement critiqué par le Jihad Islamique et le FPLP (Front palestinien de libération de la Palestine).

Le FDLP (Front démocratique pour la Libération de la Palestine), troisième parti secondaire du pays, a cependant déclaré que ce nouveau gouvernement était nécessaire.

Le parti de gauche affirme que le gouvernement doit entrer en fonction sur la base d'un partenariat au sein duquel les pouvoirs se répartiront également entre les divers blocs élus en janvier 2006.

Tous les partis élus doivent être directement mêlés au développement du système politique palestinien, a déclaré le FDLP.

Le parti a annoncé que nombreux partis et individus sont préoccupés par deux points.

Premièrement, les membres du Fatah et du Hamas qui ont négocié et planifié le nouveau gouvernement l'ont fait sans se soucier des opinions des autres partis.

Deuxièmement, que le gouvernement sera exagérément soumis aux bons vouloirs de l'administration américaine.

Un gouvernement représentatif n'est valable que lorsqu'il a été élu par le peuple, a indiqué pour sa part le Front palestinien de libération de la Palestine, qui a affirmé que les leaders politiques et la population n'ont accepté cette idée que pour mettre fin au blocus.

Le FDLP a déclaré, le gouvernement d'unité pourrait mettre un point final aux luttes internes pour que les efforts de tous se concentrent à nouveau dans le combat contre l'occupation.

PNN Jérusalem

22-02

---

## 6-7 Meqdad : Nous ne prévoyons pas une rapide levée de l'embargo d'aide internationale.

Maher Meqdad, le porte-parole du mouvement de Fateh a pensé que la route ne serait pas pavée avant la formation du gouvernement palestinien d'unité à la lumière de la position internationale, exigé par l'accord du Quartet.

Meqdad a indiqué que "c'est une nécessité de créer une position palestinienne unifiée à briser l'embargo d'aide imposé aux palestiniens pendant presque une année et encore une position de l'Arabe, plutôt que position internationale, pour défier ces pays voulant garder l'embargo sur les palestiniens.

" L'Arabe et le rôle international doivent aider à ouvrir l'embargo d'aide sur les Palestiniens et je ne prévois pas un rapide ouvre de l'embargo pendant qu'Israël et les Etats-Unis empêchent les efforts internationaux en particulier Européens et la position des Russes encouragent l'idée du ré-écoulement des aides aux palestiniens," a-t-il expliqué à International Press Center (IPC).

*(IPC exclusif).*

---

## 6-8 Najib Farag - PNN «L'éducation nationale israélienne promeut le racisme et le meurtre»

Issa Qaraq'a, député du Conseil législatif palestinien, a déclaré dans un rapport que le programme d'éducation nationale israélienne promouvait le racisme et le meurtre en ignorant les principes des droits de l'Homme.

Le rapport, publié vendredi, indique que le système éducatif israélien focalise sur une quête idéologique et nationaliste visant à faire croire à « toute une génération » l'effacement de l'identité arabe.

Cette situation est imputée à l'esprit militaire présente dans le système éducatif qui encouragerait cette appréciation et viserait à déshumaniser la population palestinienne permettant ainsi de la traiter « avec brutalité. »

Le rapport prétend également que le programme scolaire apprend les élèves à être des soldats plus que des citoyens et les encourage à considérer les Palestiniens comme des « meurtriers, voleurs, traîtres, ennemis, retardés et criminels. » De plus, l'Etat hébreu – à travers son programme d'éducation nationale – ignorerait l'existence même de la résistance à l'occupation et insisterait quasi-exclusivement sur le terrorisme

*Najib Farag - PNN 23-02*

---

## 6-9 Près de la moitié des Palestiniens souffrent de malnutrition.

La pauvreté a fortement progressé sur ces territoires depuis que la communauté internationale a coupé les aides versées au gouvernement palestinien depuis que le Hamas, vainqueur des élections législatives de janvier 2006, gouverne.

Près de la moitié des habitants de la Bande de Gaza et de Cisjordanie souffrent de malnutrition, conséquence de la crise économique que traversent ces territoires, ont déclaré les Nations unies.

La crise a plongé certaines catégories professionnelles autrefois épargnées -pêcheurs, fermiers et petits commerçants- dans une situation de plus en plus désespérée, selon le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

La porte-parole du PAM Kristie Campbell précise que 46% des Palestiniens souffraient aujourd'hui de malnutrition, contre 35% en 2004.

Le PAM a augmenté son assistance alimentaire de 25% l'an dernier pour répondre aux besoins croissants, apportant des vivres à 260.000 Palestiniens non-réfugiés dans la Bande de Gaza et 400.000 en Cisjordanie.

"Les familles les plus pauvres dépendent désormais complètement de l'assistance, elles n'ont plus d'électricité ni de chauffage et font la cuisine avec de l'eau contaminée.

Leur santé à long terme est menacée", a prévenu Arnold Vercken, directeur du PAM dans les Territoires. (C'est une autre agence de l'ONU, l'UNRWA, qui gère l'aide alimentaire pour les réfugiés).

Source : AP

22-02

---

## 6-10 Israël construit 3.000 nouvelles habitations en Cisjordanie.

L'état sioniste construit plus de 3.000 nouvelles habitations dans des colonies juives implantées en Cisjordanie occupée, en dépit des engagements pris dans le cadre de "la feuille de route", affirme le mouvement "La paix maintenant" dans son rapport annuel.

Le rapport signale : La plupart des nouvelles constructions se concentrent dans les principales enclaves israéliennes, notamment Maaleh Adumin, Ariel et Gush Etsion.

Le rapport de "La Paix maintenant" souligne par ailleurs que 90 camping-cars se sont installés sur 102 implantations construites sans l'autorisation du gouvernement israélien.

Citant des chiffres du ministère de l'Intérieur, l'organisation indique que 268.000 Israéliens vivaient en Cisjordanie fin 2006, contre 247.000 l'année précédente.

L'extension des colonies juives en Cisjordanie enfreint la "feuille de route" que les autorités israéliennes avaient entérinée et qui préconise, entre autres, un gel de ces constructions

L'organisation israélienne précise cependant qu'il y a eu moins de constructions en 2006 qu'en 2005 et que le nombre de colonies n'a pas augmenté, bien que la population de colons juifs en Cisjordanie ait grimpé de 5% au cours de l'année.

"La paix maintenant" signale que les 121 implantations juives de Cisjordanie constituent un obstacle à la paix.

Rappel : La Cour internationale de Justice juge illégales les colonies juives en territoire palestinien occupé

Justification & déclaration :

Le gouvernement israélien fait valoir que les Palestiniens n'ont pas respecté leur engagement de désarmer la résistance.(...)

Le mouvement de colons Yesha déclare que les colonies allaient "continuer de prospérer, de se développer, de grandir et de s'étendre grâce aux naissances, en dépit des interférences de la gauche et des persécutions".  
(La rédaction avec la complicité involontaire de Reuters-21-02)

---

## 6-11 Israël envisage l'expulsion de 35 000 Palestiniens de Jérusalem Est.

23-02

Le Dr Hanin, député palestinien à la Knesset, a révélé que suite à l'expulsion de centaines de Palestiniens, le gouvernement israélien envisage d'en déplacer encore 35'000 de Jérusalem Est pour l'expansion de la colonie de Ma'ale Adumim.

Le parlementaire a déclaré que la population bédouine de Jahalin était la plus concernée par ces mesures à Jérusalem Est et a fortement critiqué la politique de l'Etat hébreux : « Alors que l'attention internationale est portée sur Israël en raison de ses fouilles criminelles à la mosquée Al Aqsa, certaines violations abominables continuent d'être ignorées »

Le député a par ailleurs ajouté. « Ce qui se passe ici, c'est la destruction et le pillage de la terre. Les citoyens vont être déplacés, ce qui permet à Israël de créer une réalité distordue. » Hanin déplore également que le mur divisant la Cisjordanie ne permettra pas l'établissement d'un état palestinien indépendant.

Le représentant palestinien au parlement israélien estime enfin que la résistance non violente, même forte, n'aboutit à aucun changement concret sur le terrain et appelle à une véritable intervention internationale.

PNN

## Le Conseil des droits de l'Homme compare l'attitude d'Israël dans les territoires palestiniens à l'Apartheid

Le rapport de John Dugard, un enquêteur indépendant sur la guerre israélo-palestinienne pour le Conseil, a été diffusé sur le site [Internet](#) de l'agence.

L'avocat sud-africain, qui avait lutté contre l'Apartheid dans les années 1980, estime que "les pratiques d'Israël dans les (territoires palestiniens) ressemblent à des aspects de l'Apartheid".

Le rapport de 24 pages énumère plusieurs accusations contre l'Etat hébreu, allant des restrictions de déplacements aux démolitions de maisons, en passant par des traitements préférentiels pour les colons installés en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza.

"Peut-on sérieusement démentir que l'objectif d'une telle action est d'établir et de maintenir la domination d'un groupe racial, les juifs, sur un autre groupe racial, les Palestiniens, et de les opprimer systématiquement?", interroge l'enquêteur.

AP -22-02

---

## 6-12 23 Février 2007 : deuxième année de la résistance populaire contre la politique de la construction du mur de la honte à Bil'in.

Le 23 Février 2005, la Cour internationale de Justice de la Haye avait indiqué l'illégalité de ce mur raciste, mur de la honte de séparation sur des terres de citoyens palestiniens et qui marquait le début de première manifestation pacifique contre le mur en Cisjordanie.

Le 23 Février 2007 était la deuxième année de la résistance populaire contre la politique de la construction du mur de la honte illégal à Bil'in. . En ce jour anniversaire, ou selon ISM, 2000 participants palestiniens, dont 400 des pacifistes internationaux et israéliens ont participé à une manifestation pacifique.

Pendant la manifestation, les participants ont levé des drapeaux palestiniens en assurant leur intention de poursuivre la résistance de la politique du mur et de colonisation en Cisjordanie, en exprimant leur refus de la politique de construction du mur de séparation et de la violence pratiquée par les soldats hebdomadairement à Bil'in.

Les forces israéliennes d'occupation ont ouvert le feu contre les participants en utilisant des bombes de gaz pour disperser la foule, causant des heurts entre les forces israéliennes et les participants, ( les manifestants ont jeté des œufs contre les soldats) 20 participants ont été blessés, dont un participant israélien.

Les témoins ont indiqué que les forces israéliennes avaient intensifié leurs présences militaires pour réprimer cette manifestation.

Les forces israéliennes ont arrêté un grand nombre des participants à cause de leur participation à cette manifestation.

SOURCE : IPC+agences

23-02

---

## -13 Haniyeh, toujours populaire ... (constate l'Ap....)

Ismaïl Haniyeh, Premier ministre Hamas démissionnaire et futur chef de l'équipe d'union nationale, reste populaire.

La simplicité de l'homme, qui apprécie de rentrer chez lui à pied par les ruelles de Chati participe de cette popularité qui ne se dément pas.

Sa nature joviale et ses manières sans façons, rares dans la politique palestinienne, lui ont valu sa réputation de pragmatique. Mais nombre d'analystes soulignent qu'il est tout aussi idéologue que les autres responsables du Hamas. Et jugent que son futur gouvernement sera aussi peu susceptible de reconnaître Israël que le sortant."

Pour ses détracteurs, il n'est que l'homme de paille du chef politique du Mouvement, Khaled Mechaal. Dans un récent sondage réalisé en février auprès de 806 personnes interrogées par l'institut indépendant Neareast Consulting, Haniyeh arrivait en tête des hommes politiques en qui les Palestiniens ont confiance, récoltant 22% contre 19% à Mahmoud Abbas et 16% à Marouan Barghouti, chef emprisonné du Fatah en Cisjordanie.

Dans le même temps, la popularité du Hamas s'est elle érodée, passant de 40% il y a un an à 27% aujourd'hui.

Source : AP

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

## 7-1 Asharq Al Awsat – PNN : Israël mène une politique de terrorisme semblable à l'Apartheid.

Le rapport de l'UNHCR (l'Agence des Nations unies pour les réfugiés) de Genève est formel : Israël mène une politique de terrorisme semblable à l'Apartheid.

Avocat sud-africain et chercheur indépendant, John Dugard, son auteur, n'a pas hésité à évoquer le vol de terres palestiniennes, la démolition de maisons et la restriction de mouvement imposée à la population.

Le rapport de 24 pages affirme que le gouvernement israélien impose sa force sur un groupe ethnique en utilisant le terrorisme et la peur que suscitent l'armée et les colons.

Selon l'avocat, le gouvernement israélien a transformé la bande de Gaza en prison et a "lancé la clé dans la mer".

Dugard a critiqué les Palestiniens qui tirent des projectiles sur les villes israéliennes, ajoutant cependant que ces actions ne peuvent être comparées aux actes israéliens.

Son rapport a suscité la colère de la ministre des Affaires étrangères qui a déclaré que le document était unilatéral et subjectif, et qu'il ne traite pas des activités de résistance des Palestiniens. Le gouvernement israélien a issu une mise en garde aux Nations unies contre "le retour à une attitude hostile envers Israël".

Le rapport aborde également la question des Palestiniens vivant à l'intérieur des frontières israéliennes, mettant en lumière les discriminations que subit cette population.

Député arabe à la Knesset (Parlement israélien), Jamal Zahalka, qui a participé au dernier sommet canadien des droits humains contre l'apartheid israélien, a déclaré que des changements se produisent suite à une prise de conscience globale des méfaits de la politique israélienne.

24-02

---

## 7-2 Point de vue de l'AP : Mahmoud Abbas achève à Paris une tournée européenne ...

Le président Abbas a achevé samedi à Paris une tournée européenne qui l'a mené à Londres, Berlin et Bruxelles, destinée à convaincre les partenaires occidentaux, après l'accord Hamas-Fatah de La Mecque, de la 'bonne volonté' palestinienne à poursuivre sur le chemin de la paix.

Mais ni Jacques Chirac ni les autres dirigeants européens n'ont semblé vouloir faire de concessions ou offrir de garanties quant à une levée du gel de l'aide économique, vitale pour la population palestinienne et suspendue depuis l'arrivée du Hamas aux commandes.

Vendredi, Javier Solana, patron de la diplomatie des Vingt-Sept, avait résumé la position de l'UE, qui continue de réclamer la reconnaissance d'Israël par la nouvelle équipe palestinienne, et attendra la formation du nouveau gouvernement d'union nationale avant toute décision sur la reprise des aides directes aux Palestiniens.

Samedi Abbas déclare : "Nous affirmons notre engagement envers la solution de deux Etats, ainsi que notre refus du terrorisme et de la violence". Moyen trouver de réaffirmer, comme il l'a fait à chaque étape de son périple européen, que les Palestiniens respectent les exigences du Quartette pour la paix au Proche-Orient (Etats-Unis, ONU, UE et Russie).

Reste que l'accord Hamas-Fatah signé en Arabie saoudite ne parle que de "respect" des accords précédents, sans référence ni à la reconnaissance d'Israël ni à la renonciation à la violence. Une situation qui a éloigné Abbas, le modéré, d'Israël, et donc les perspectives de relance de la paix.

Cet accord sur un gouvernement d'union nationale exige "une concertation avec les amis, avec les dirigeants de ce monde", a reconnu Mahmoud Abbas à Paris.

"Abou Mazen" s'est cependant déclaré "extrêmement satisfait" de ses entretiens avec Jacques Chirac qui, selon lui, "comprend très bien l'accord de La Mecque", tout comme "la nature de ce gouvernement ainsi que la situation politique".

Jugeant une nouvelle fois "indispensable de parvenir à un accord avec les Israéliens", Mahmoud Abbas a affirmé avoir obtenu le soutien de Paris à ce sujet, "prêt à faire les efforts" nécessaires pour "résoudre les problèmes entre nous et les Israéliens".

Le président palestinien a également rencontré le chef de la diplomatie Philippe Douste-Blazy.

"J'ai encouragé Mr Abbas à persévérer dans ses efforts pour former rapidement le gouvernement. Si ce gouvernement est formé sur la base des accords de la Mecque, j'ai dit au président palestinien" que "la France sera disposée à coopérer avec lui. Et notre pays plaidera en ce sens au sein de l'Union Européenne et auprès des autres partenaires de la communauté internationale", a déclaré M. Douste-Blazy. M. Abbas a déclaré avoir constaté une position française, "claire, positive".

Evoquant par ailleurs la question du soldat israélien Gilad Shalit, enlevé en juin dernier dans la bande de Gaza, il a déclaré que "nous allons travailler pour qu'il soit libéré avant la formation du gouvernement d'union nationale".

M. Abbas bouclait à Paris une tournée européenne qui l'aura mené à Londres, Berlin et Bruxelles, destinée à présenter à ses partenaires européens l'accord signé avec le Mouvement de la résistance islamique, prélude à la constitution d'un gouvernement d'union nationale.

Ses efforts diplomatiques semblent avoir échoué à convaincre également les Etats-Unis et Israël, au cours d'une dernière et étrange réunion avec Ehoud Olmert: "Nous ne pouvons pas dire qu'il y a quelque chose de désespéré", a déclaré samedi M. Abbas au sujet de cette rencontre.

AP

---

---

---

## **8 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net**

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### **8-1 Nouvelle opération militaire après un faux retrait à Naplouse.**

28-02

L'armée israélienne s'était retirée de Naplouse après avoir occupé la ville pendant 48 heures qui a fait un tué et une dizaine de blessés dizaines palestiniens, en plus des arrestations massives et des dommages infligés aux maisons, aux magasins et aux bâtiments officiels.

Des sources de sécurité palestiniennes ont exprimé mardi leur scepticisme sur le retrait de l'armée israélienne de la ville cisjordanienne de Naplouse qui, selon elles, serait une action "tactique".

Le retrait de l'armée israélienne de Naplouse ne serait pas accompli du fait que Israël n'a pas annoncé la fin de ses opérations dans la ville cisjordanienne, opérations qui ont débuté dimanche, ont indiqué des sources palestiniennes.

D'ailleurs, durant l'opération, l'armée israélienne a arrêté une trentaine de Palestiniens, les accusant d'avoir été impliqués dans des attaques contre Israël, ce qu'ont rejeté les sources de sécurité palestiniennes.

Environ 25 maisons sont toujours occupées dans le centre de Naplouse. Dans une maison de quatre étages appartenant à la famille Dilal, 20 personnes, dont 8 bébés et une femme enceinte ont été enfermés dans une pièce, pendant que les autres étages étaient utilisés comme prison, pour les besoins des services secrets et les interrogatoires.

Cependant, les universités et les écoles de la ville ont fermé ce matin à cause de la continuation des opérations militaires et l'arrêt la diffusion des programmes de plusieurs stations TV et radio a été également arrêté par les forces de l'occupation.

Des sources locales ont par ailleurs confirmé que les forces israéliennes s'étaient emparées de l'école Jamal Abdul Nasser pour la convertir en centre d'interrogation.

#### **Des mesures agressives contre les civils ;**

Les sources palestiniennes de sécurité ont signalé que les forces israéliennes avaient arrêté les parents de beaucoup ce qu'elles ont appelé des Palestiniens " recherché " afin de faire une pression pour se rendre. Parmi ceux arrêtés étaient la mère d'Amin Labbada, qui " est prétendument recherche " par les autorités israéliennes ; membres de famille de Sufian Qanadilo, des autres Palestinien " recherché " ; et membres de famille de Mahdi Abu Ghazala.

Selon l'agence de Ma'an, les témoins oculaires ont dit que les israéliennes ont forcé beaucoup de familles palestiniennes dans le voisinage d'Aqaba de Naplouse à évacuer leurs maisons avant d'occuper les maisons. Ces bâtiments résidentiels ont été alors transformés en poteaux militaires israéliens. Les témoins oculaires ont dit que les forces israéliennes avaient transformé deux écoles dans la ville en bases militaires où elles interrogent des Palestiniens. Une des écoles, ?cole de Masri d'Al de Thafir, est situé dans la vieille ville, et l'autre école d'Al Fatimiyah, au centre de la ville.

#### **Les journalistes affrontent des difficultés ;**

Les journalistes ont relevé les difficultés d'exercer leur métier sur le terrain.

Tareq Abu Kishek soulève les obstacles liés à la diffusion des nouvelles : " L'armée israélienne lance des bombes assourdissantes lorsque nous tentons d'émettre depuis nos stations ! " Jamal Tirawi, député au conseil législatif palestinien, a confirmé que les forces israéliennes brouillaient les ondes d'émission.

Les Israéliens ont procédé à l'arrestation des palestiniens, parmi eux se trouve le Sheikh Nabegh Nafez Braik, 43 ans, propriétaire et directeur de la chaîne de télévision " Sanabel TV ".

Le matériel informatique, les caméras et les cassettes de la chaîne ont été confisqués. Plusieurs autres stations de télévisions et de radios ont également été la cible de l'armée depuis le début de l'invasion.

#### **L'ancien gouverneur du gouvernorat de Naplouse ;**

Mahmoud al-Aloul, un député du Fatah au Conseil Législatif Palestinien (CLP), et ancien gouverneur du district de Naplouse, a affirmé hier que l'incursion militaire israélienne dans Naplouse a détruit la ville mais n'ont pas permis de réaliser ses buts malgré un meurtre et des destructions.

Lors d'une conférence de presse tenue au Grand Hôtel du Parc à Ramallah, Al-Aloul a déclaré que l'opération dans Naplouse avait aussi un but politique précis pour détourner l'attention de l'accord de Mecque et pour faire avorter les efforts palestiniens en vue de former un gouvernement d'unité.

Un but additionnel, toujours selon Al-Aloul, était de faire écran aux difficultés internes ministre israélien du premier ministre israélien Olmert et de remonter le moral des soldats, qui reste très affecté à la suite de la guerre contre le Liban l'été passé et l'échec israélien face à la résistance libanaise.

Selon Al-Aloul, le premier objectif israélien d'arrêter des combattants de la résistance a échoué vu qu'aucune des huit personnes recherchées n'a été arrêtée. Par contre, plus de 200 habitants de la ville ont été arrêtés dans la rafle et détenus dans des écoles et des maisons transformées en casernes et centres militaires de détention. L'armée israélienne a détruit une bijouterie et des fabriques de friandises plutôt que des usines d'explosifs, comme les israéliens l'ont prétendu.

Al-Aloul a demandé que l'on se prépare au maximum possible dans l'éventualité d'une autre opération militaire israélienne en Cisjordanie ou dans la bande de Gaza.

De sa part, Dr. Ghassan Hamdan, directeur de l'Union des comités de l'assistance médicale palestinienne, a rapporté que les forces israéliennes avaient imposé sévère dans la ville, surveillant de très près l'apport de médicaments et de nourriture aux résidents.

L'armée tire sur "tout ce qui bouge", a déclaré le responsable de l'instruction de la ville, ce qui a entraîné la fermeture des universités et des écoles depuis dimanche matin.

SOURCE : IPC+agences

---

---

## 9 Annexes

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 9-1 Appel du Pakistan à une initiative commune du monde musulman.

La rencontre d'un jour des ministres de sept pays pro-américains (Pakistan, Arabie saoudite, [Egypte](#), [Indonésie](#), Jordanie, Malaisie, [Turquie](#)), à laquelle participait aussi le secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), Ekmeleddin Ihsanoglu, était consacrée aux trois grands dossiers de la région, le [conflit israélo-palestinien](#), l'Irak et l'Iran.

Le Premier ministre pakistanais Shaukat Aziz a appelé le monde islamique à adopter une stratégie commune pour dénouer les crises au [Proche-Orient](#) : "Une nouvelle initiative est nécessaire afin de résoudre les conflits" qui meurtrissent le [Proche-Orient](#), car il est "impératif d'éviter le recours à la force", "Nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre un autre conflit, qui ne restera pas confiné à la région et peut avoir des conséquences très sérieuses pour nous tous", "La détérioration de la situation au [Proche-Orient](#) exige la solidarité parmi les Etats musulmans", a conclu M. Aziz.

Dans un communiqué commun lu à l'issue de la réunion, les sept pays affirment qu'"il est vital que tous les problèmes soient résolus à travers la diplomatie" et qu'"il ne doit pas y avoir de recours à la force".

"Au lieu d'une aggravation (des tensions) et d'une confrontation, il faut une désescalade dans la région du Golfe" et "tous les pays doivent tendre vers cet objectif", souligne le texte.

Les ministres et le responsable de l'OCI ont "accueilli et soutenu l'initiative du général-président Pervez Musharraf en vue d'une solution aux crises du [Proche-Orient](#) et ont indiqué que cette initiative renforcera le processus de paix et posera les fondations d'une paix durable", selon un communiqué officiel pakistanais. .

De hauts responsables pakistanais ont évoqué en privé leurs craintes à la suite de la nomination d'un officier de la marine à la tête des forces armées américaines dans la région, y voyant un signe pouvant suggérer une intervention militaire en [Iran](#).

(Source : AFP

---

---

### 9-2 Hussein Abdel Aziz : La contradiction entre "démocratie" israélienne et racisme sioniste.

Qualifier un régime politique de démocratique, ou proche de la démocratie, nécessite une réelle compréhension du sens du terme démocratie dans ses dimensions sociales, politiques et économiques.

La démocratie n'est pas un concept absolu avec une définition sur laquelle tout le monde est d'accord.

C'est bien plus un concept historique dont la définition et l'application change en fonction des contextes et des nations ; ceci pose plusieurs interrogations au sein de tout système politique : comme le processus de décision, de représentation politique, de rapport entre majorité et minorité, de citoyenneté, de droits de l'homme et de société civile...

A ce propos, le système politique israélien basé sur le système parlementaire à la proportionnelle, répond aux plus hauts impératifs d'une démocratie apparente: c'est en effet la meilleure manière de représenter proportionnellement l'ensemble des partis, et donc le meilleur moyen de bâtir l'Etat-nation moderne au cas où les partis communautaires n'existent pas.

Néanmoins, les élections ne constituent plus la principale caractéristique d'un régime démocratique comme ce fut le cas durant les 18ème et 19ème siècle.

Selon de récentes études portant sur la démocratie, l'importance du suffrage et de l'alternance au pouvoir comme critères a diminué au profit de sujets plus essentiels telles les questions des droits de l'homme ou la société civile.

Le premier obstacle auquel fait face le chercheur sur la question de la démocratie israélienne, c'est l'absence total d'une Constitution écrite.

Il est ainsi possible de considérer Israël comme le seul Etat au monde sans constitution, et qui n'est basé en effet que sur un certain nombre de tradition et de lois fondamentales comme ce fut le cas au Moyen-âge.

L'absence de Constitution en Israël est due à deux raisons principales : tout d'abord, la constitution est censée préciser le rôle et les missions de l'Etat, ce qui entre en contradiction avec les réels objectifs de l'Etat israélien, à savoir « exproprier les terres de leurs propriétaires palestiniens et les attribuer aux immigrants juifs, expatrier les palestiniens, la « loi du retour », l'immigration juive, et l'application d'un modèle de citoyenneté qui entre en contradiction avec toute constitution démocratique possible ».

De plus, un des rôles principaux de l'Etat est de délimiter les frontières politiques et nationales, ce qui ne correspond pas à la mentalité coloniale discriminatoire israélienne, car les frontières sont un rejet complet de la pratique coloniale expansionniste adoptée par Israël.

De plus, une constitution est ce qui précise la nature même de l'Etat.

Or la naissance d'Israël fut marquée d'un vif débat entre laïques et religieux qui ne reconnaissent pas l'Etat laïque, car cet Etat nierait le caractère sacré de la terre d' « Israël ».

Voilà pourquoi certains partis non sionistes considèrent le sionisme comme une hypocrisie et un mensonge: ainsi, selon des partis tels Gush Amunim ou Aghudet Israël, l'Etat sioniste ne constitue pas la salvation pour les juifs.

Cette absence de Constitution en « Israël » octroya à l'ensemble des institutions israéliennes, dont les institutions académiques, la liberté de mettre en application les concepts religieux sionistes à l'encontre des populations arabes palestiniennes ; des concepts qui entrent intrinsèquement en contradiction avec toute constitution démocratique.

Beaucoup d'Israéliens prirent conscience de cela, et décidèrent alors de lier intrinsèquement les termes Israël et démocratie sans les définir, car toute définition constituerait une base légale à la communauté politique, et une constitution sera alors requise.

Ainsi, la contradiction reste le seul lien entre ces deux concepts. Néanmoins, face à l'incessante critique arabe, certains chercheurs israéliens cherchèrent à trouver une issue en affirmant que le racisme colonial ne contredit pas la démocratie de l'Etat, ils prennent alors comme exemple le modèle démocratique de l'Etat colonial européen.

Ils ont néanmoins oublié de préciser que cette conception était le fruit de son temps, et qu'elle constituait une règle générale en Europe, et non une exception comme il en est le cas actuellement en « Israël ».

En effet, le développement du concept d'Etat-nation en Europe fut accompagné par l'expansion de la domination européenne sur le monde.

C'est la définition bourgeoise du concept de souveraineté nationale, mais seule la gauche radicale considérait la démocratie et la bourgeoisie comme la même expression de la volonté de domination d'une classe sur l'autre. Ainsi, il n'est pas étonnant que ces Etats démocratiques soient coloniaux dans leurs politiques étrangères.

Dans une seconde tentative pour fournir un caractère démocratique à l'Etat israélien, certains chercheurs israéliens affirmèrent que l'octroi d'une égalité de droits dans un cadre constitutionnel aux populations arabes, tout en gardant le contrôle légal et législatif entre les mains de la majorité juive, permettait de qualifier « Israël » de démocratique.

Cette définition est adoptée par le professeur gauchiste Sami Samouha, de l'université de Haïfa, qui explique dans son article « La démocratie ethnique », que l'Etat peut être démocratique et ethnique, ce qui permet de considérer le modèle de régime israélien comme l'un des modèles démocratiques dans le monde.

En effet, même si Israël n'est pas un Etat démocratique au sens libéral du terme, il reste malgré tout une démocratie même s'il établit deux degrés de citoyenneté : les citoyens juifs, et les citoyens palestiniens qui ne jouissent pas des mêmes droits accordés aux citoyens juifs.

La démocratie raciale israélienne de laquelle parle Samouha considère l'appartenance ethnique comme base principale d'appartenance à l'Etat nation.

Or, cette appartenance ethnique n'est pas le fruit d'une majorité ethnique, le concept de majorité ici est un concept idéologique, « Israël » est un Etat juif non du fait de la majorité juive, mais du fait de sa définition en tant qu'Etat juif, cela implique la présence d'une majorité et d'une minorité perpétuelles.

Cette vision vient en complète contradiction avec la définition européenne, de tradition française, de la démocratie qui est le régime où la majorité reconnaît les droits de la minorité, et admet que la majorité d'aujourd'hui peut devenir la minorité de demain.

La majorité se plie aux dispositions légales qui défendent éventuellement des intérêts différents des siennes, tout en permettant à tous d'exercer leurs droits fondamentaux.

Les rapports étroits qui existent entre l'Etat, la société, et la culture ethnique juive affaiblissent la démocratie, car ils nient les minorités au profit de la culture de la majorité, elle-même culture de l'Etat.

La tentative de Samouha intervient dans une prise de conscience profonde de la contradiction entre le judaïsme et la démocratie dans l'Etat d' « Israël ».

Mais sa tentative de réconcilier Israël et démocratie ne tient pas, car reconnaître la légitimité du concept d'un « Etat juif démocratique » doit provenir de la minorité, en l'occurrence des arabes d'Israël ; or ceux-ci ne reconnaissent pas ce concept.

Les arabes peuvent être prêts à accepter un Etat démocratique juif, c'est-à-dire un Etat intrinsèquement démocratique, mais juif uniquement du fait de l'influence culturelle de la majorité juive.

Ainsi, les arabes d'Israël pourront reconnaître l'aspect juif de l'Etat, mais il refusent son caractère sioniste ; ce qui est différent de la vision israélienne qui s'appuie d'abord sur le caractère juif de l'Etat, puis sur son caractère démocratique.

En effet, insister d'abord sur la démocratie ne peut se faire qu'au dépend de la judaïté de l'Etat. Elargir le concept de démocratie conduirait à une égalité complète entre arabes et juifs dans le cadre de l'Etat-nation, ce qui est inacceptable pour l'identité juive.

Cette contradiction dans la vision de démocratie ethnique n'empêcha pourtant pas les théoriciens de la démocratie israélienne de considérer Israël comme un Etat-nation démocratique similaire à l'Etat-nation européen du 19ème siècle, caractérisé par son unité culturelle et linguistique.

L'intellectuel arabe Azmi Bchara s'oppose virulemment à cette vision en expliquant dans son livre « du judaïsme d'Etat à Sharon : une étude dans les contradictions de la démocratie israélienne » : " qu'Israël ne sépare pas entre la communauté politique, la nation et la religion".

"Il est donc impossible de séparer la religion de l'Etat, les Etat-nations ne sont pas tous démocratiques, un Etat-nation le devient lorsque la citoyenneté devient l'appartenance à la communauté politique moderne, quelque soit les origines ethniques des citoyens".

En d'autres termes, la démocratie israélienne manque d'une caractéristique essentielle : la laïcité qui sépare la religion et l'Etat, pour enfin séparer la religion et la nation.

Cette séparation est la plus importante caractéristique des Etats modernes démocratiques, pour pouvoir jauger la modernité d'un régime politique.

En effet, la laïcité pousse vers la quête de principes basés non sur une assise métaphysique, mais sur une assise politique, ce qui permet d'établir la justice et l'égalité.

Ainsi, les Etat-nations ne sont pas tous démocratiques, l'état-nation est celui qui laïcise ses institutions et ses symboles religieux, en faisant de la citoyenneté le critère d'appartenance à l'Etat-nation, et de la nation le moyen d'acquérir la citoyenneté complète.

Or, c'est exactement le contraire qui intervient en Israël : les israéliens ne sont pas tous membres de la nation juive : seule la religion juive permet d'appartenir à la nation : voilà pourquoi la mentalité sioniste ne comprend pas le concept de « nation israélienne », mais bien celui de « nation juive » : l'Etat d' « Israël » est uniquement l'Etat des juifs.

La troisième tentative pour octroyer à Israël un caractère démocratique vient de la part du professeur en géopolitique de l'université de Bir Saba, Urn Yeftahil.

Celui-ci considère que la démocratie israélienne est une démocratie où un groupe ethnique domine majoritairement l'espace géographique et démographique et contrôle totalement l'espace politique.

Cette démocratie « ethnocratique », selon Yeftahil, cherche à accroître légalement la domination du groupe ethnique majoritaire sur les autres groupes, en transformant les droits religieux en droits politiques.

Il est intéressant de noter que le professeur reconnaît ici avec franchise que le régime établi en « Israël » ne constitue pas un Etat national juif démocratique, mais que c'est bien un appareil coercitif qui cherche à judaïser une région binationale et multiethnique.

Le sionisme, avec les opérations de judaïsation et d'expulsion qu'il entreprend, devient alors la base même de cette prétendue démocratie. Dans tous ces cas, le sionisme remplace la citoyenneté qui ne peut élaborer une identité juive laïque.

Cette culture imbibée de racisme est à l'origine du regain d'audience de la droite extrémiste dans la société israélienne.

Dans un rapport intitulé « étude sur la démocratie en Israël », 62% des sondés espéraient que leur gouvernement adopterait une politique qui convaincra les 1,3 millions d'arabes israéliens de quitter le pays.

La question qui se pose ici est comment peut-on concilier la démocratie, qui suppose la reconnaissance de « l'autre » comme reflet de soi au sein de la même communauté politique, avec une démocratie où « l'autre » est perçu comme une négation totale de celle-ci. La démocratie israélienne n'en deviendrait-elle pas imaginaire ?

Mais les prêcheurs de la démocratie israélienne continuent de décrire leur Etat de « Juif et démocratique » comme s'il s'agissait là d'un fait accompli, ou alors d'un texte religieux qui refuse toute exégèse, interprétation ou réflexion, même si leur formule est contraire au raisonnement logique le plus objectif.

*Hussein Abdel Aziz –*

*Journal londonien al-Hayat*

Traduction CPI